



Mémoire d'Auschwitz ASBL  
Rue aux Laines, 17 boîte 50 à 1000 Bruxelles  
Tél. : +32 (0)2 512 79 98  
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

## Réfugiés indésirables d'hier et d'aujourd'hui. Les cas de l'*Aquarius* et du *Saint-Louis*

Sarah Timperman

Mémoire d'Auschwitz ASBL

Décembre 2018

Depuis 2015, les États méditerranéens sont confrontés au flux massif d'hommes et de femmes fuyant la misère dans leur pays d'origine. Traversant la Méditerranée dans des conditions effroyables, des milliers d'entre-deux périssent en mer. En 2016, l'Association *SOS Méditerranée* a affrété l'*Aquarius* pour sauver ces migrants. Le bateau a secouru 29 000 personnes entre février 2016 et l'été 2018. *SOS Méditerranée* est chargé des opérations de sauvetage en mer, tandis que *Médecins sans frontières* a pour responsabilité de prendre soin des rescapés une fois à bord de l'*Aquarius*. Mais à plusieurs reprises, le bateau s'est vu refuser d'accoster de la part des gouvernements italiens et maltais. Le bateau a erré alors dans la méditerranée à la recherche d'un port pouvant finalement l'accueillir. Depuis le 4 octobre, l'*Aquarius* est bloqué à quai à Marseille. Privé de pavillon par Gibraltar, puis par Panama, le navire est empêché de poursuivre ses opérations de sauvetage. Le 6 décembre, *MSF* et *SOS Méditerranée* ont finalement jeté l'éponge en annonçant la fin des activités de l'*Aquarius*. « Renoncer à l'*Aquarius* a été une décision extrêmement difficile à prendre », a déclaré Frédéric Penard, directeur des opérations de *SOS Méditerranée*, en déplorant « les attaques incessantes dont le navire et ses équipes ont fait l'objet. »<sup>1</sup>

L'errance de l'*Aquarius* avec ses centaines de réfugiés à bord a ému l'opinion publique. Malgré la détresse des passagers, les différents gouvernements se sont montrés au mieux hésitants, au pire intransigeants, faisant fi des droits humanitaires les plus élémentaires. En outre, cette image d'un vaisseau fantôme nous renvoie quatre-vingts ans en arrière et de nombreux observateurs ont fait le rapprochement avec la pérégrination tragique du paquebot *Saint-Louis*, chargé de réfugiés juifs fuyant l'Allemagne nazie au printemps 1939 : « *Aquarius* 2018. *Saint-Louis* 1939 : l'histoire bégaie »<sup>2</sup> ; « *Aquarius* 2018, *Saint-Louis* 1939 : tenir à distance les migrants à tout prix. »<sup>3</sup> ; « Du *Saint-Louis* à l'*Aquarius* : 80 ans d'abomination envers les réfugiés »<sup>4</sup>.

En effet, durant les années précédant la Seconde Guerre mondiale, de nombreux réfugiés juifs tentèrent de fuir le nazisme en embarquant dans des bateaux, quelquefois sécurisés à l'instar des paquebots de ligne, mais ce furent souvent des navires de fortune qui embarquèrent

<sup>1</sup> <https://sosmediterranee.ch/communiqu-e-fin-de-l'affretement-de-laquarius-pour-une-reprise-imminente-des-operations-de-sauvetage/>

<sup>2</sup> [https://www.liberation.fr/debats/2018/06/13/aquarius-2018-saint-louis-1939-l-histoire-begaie\\_1658569](https://www.liberation.fr/debats/2018/06/13/aquarius-2018-saint-louis-1939-l-histoire-begaie_1658569)

<sup>3</sup> <https://www.franceculture.fr/emissions/lhumeur-du-matin-par-guillaume-erner/lhumeur-du-jour-par-guillaume-erner-du-mardi-25-septembre-2018>

<sup>4</sup> <https://www.mediapart.fr/journal/international/150618/du-saint-louis-l-aquarius-80-ans-d-abomination-envers-les-refugies?onglet=full>

frauduleusement les candidats à l'exil. En raison de visas refusés, notamment, les navires louvoyèrent souvent sur les océans à la recherche d'un port d'accueil où leurs passagers pourraient débarquer.

L'errance du *Saint-Louis* éclaire de manière émouvante la tragédie de ces *boat people* avant la lettre.

### **Le *Saint-Louis*, leur dernier espoir<sup>5</sup>**



Réfugiés à bord du *Saint-Louis*, en juin 1939

Le 13 mai 1939, le *Saint-Louis*, un transatlantique allemand, quittait le port de Hambourg, en Allemagne. Le but du voyage : La Havane à Cuba. Neuf cent trente-sept passagers se trouvaient à bord, fuyant le III<sup>e</sup> Reich. Une grosse majorité était juive. La plupart étaient citoyens allemands ; quelques-uns provenaient d'Europe de l'Est et une minorité était « apatride ».

Beaucoup de passagers juifs avaient demandé des visas américains. Cuba ne devait être qu'une escale avant de pouvoir entrer aux États-Unis. Mais au moment où le paquebot quittait Hambourg, des changements politiques à Cuba menaçaient d'empêcher les passagers d'y débarquer. Ces derniers détenaient des certificats de débarquement émis par les services

---

<sup>5</sup> Diane Afoumado, *Exil impossible. L'errance des Juifs du paquebot « St. Louis »*, L'Harmattan, 2005. Voir aussi le dossier en ligne sur les sites de l'USHMM (<https://encyclopedia.ushmm.org/content/fr/article/voyage-of-the-st-louis>) et de l'encyclopédie multimédia de la Shoah (<http://memorial-wlc.recette.lbn.fr/fr/>)

cubains de l'immigration. Mais le président Federico Laredo Brú<sup>6</sup> avait publié un décret invalidant tous les certificats de débarquement. Une semaine avant l'appareillage du paquebot. La situation était connue du département d'État à Washington et du consulat américain à La Havane, ainsi que des propriétaires du *Saint-Louis*. Des organisations de défense des réfugiés étaient aussi au courant de ces changements. Mais les passagers l'ignoraient. Détail affligeant : ils avaient envoyé par la poste un dépôt de garantie de 500 \$ (non obligatoire pour les touristes américains) !

La plupart d'entre eux seront renvoyés en Europe. Ce qui sera du pain béni pour le ministère allemand des Affaires étrangères et celui de la Propagande de Joseph Goebbels qui pourront ainsi évoquer le refus d'autres nations à accueillir les israélites pour justifier l'antisémitisme nazi et poursuivre plus avant les buts destructeurs du régime envers les Juifs.

La presse fascisante cubaine avait eu vent du départ du *Saint-Louis* et avait exigé que l'afflux massif de réfugiés juifs soit enrayé. Cet appel fut entendu notamment par le président Federico Laredo Brú. Quand les passagers du *Saint-Louis* se virent interdire de débarquer à Cuba, la presse américaine et européenne en fit leurs éditoriaux. Cela engendra une vague d'indignation internationale. Mais elle resta pratiquement sans effet : la part de l'opinion publique américaine favorable à l'admission des réfugiés sur le sol américain fut très minoritaire.

À l'époque, Cuba souffrait d'une grave crise économique et beaucoup de Cubains contestaient le nombre de réfugiés déjà admis dans l'île, dont deux mille cinq cents Juifs, considérés comme concurrentiels pour les rares emplois disponibles. Par ailleurs, la xénophobie et l'antisémitisme étaient entretenus par des agents allemands, ainsi que par des mouvements locaux d'extrême droite, tel le parti nazi cubain. Plusieurs journaux du pays entretenaient ces sentiments en affirmant que les Juifs étaient tous communistes. Certains titres – le *Diario de la Marina*, *Avance* et *Alerta* – soutenaient du reste le dictateur espagnol Francisco Franco.

Une grande manifestation antisémite eut lieu à La Havane le 8 mai, cinq jours avant que le *Saint-Louis* quitte Hambourg. Elle était organisée par Grau San Martín, un ancien président. Ce fut la plus grande démonstration antisémite de l'histoire cubaine, à laquelle participèrent quarante mille personnes. Le mot d'ordre préconisait de « lutter contre les Juifs jusqu'à ce que le dernier d'entre eux soit chassé ».

Le 27 mai, le *Saint-Louis* arriva au port de La Havane ; vingt-huit passagers seulement furent autorisés à débarquer. Six d'entre eux n'étaient pas Juifs.

Le 28 mai, Lawrence Berenson, un avocat représentant le Jewish Joint Distribution Committee (JDC) – une organisation caritative juive américaine –, arrivait à Cuba pour négocier en faveur des passagers. Ancien président de la Chambre de commerce cubano-américaine, Berenson avait une vaste expérience des affaires de l'île. Il rencontra le président Brú qui accepta d'admettre les passagers à débarquer, moyennant un dépôt de 453 000 \$, soit 500 \$ par personne. Berenson tenta de négocier des montants moins prohibitifs. En vain. Le 2 juin, Brú ordonna de chasser le bateau des eaux territoriales cubaines.

---

<sup>6</sup> Federico Laredo Brú (23 avril 1875, Remedios – 7 juillet 1946, La Havane), avocat, président de Cuba de 1936 à 1940.

## Le quota d'immigrants était atteint

Arrivés en vue des côtes de la Floride, certains passagers envoyèrent un câble au président Franklin D. Roosevelt lui demandant de leur accorder l'asile. Il n'y eut pas de réponse. En réalité, les autorités américaines avaient déjà décidé de ne pas les laisser entrer aux États-Unis. Seul un télégramme du département d'État envoyé à un passager déclarait que ces derniers devaient « attendre leur tour sur la liste d'attente et remplir les conditions requises pour obtenir des visas d'immigration avant d'être admissibles aux États-Unis ».

Les quotas établis dans l'Acte d'immigration de 1924 limitaient strictement le nombre d'immigrants pouvant être admis chaque année aux États-Unis. En 1939, celui pour l'Allemagne et l'Autriche – rapidement atteint – était fixé à 27 370. L'unique possibilité d'accorder des visas aux passagers du *Saint-Louis* aurait été de les refuser à des milliers de Juifs allemands figurant sur une liste d'attente. Le président Roosevelt aurait pu publier un décret admettant des réfugiés supplémentaires, mais il ne le fit pas pour des raisons politiques : 83 % des Américains – quoique compatissants envers les réfugiés – soutenaient les restrictions à l'immigration, selon un sondage effectué par le *Fortune Magazine*. Les relents de la crise économique de 1929 avaient rendu l'opinion publique très sensible à toute compétition économique avec les nouveaux arrivants sur le sol américain.

## Retour en Europe

À la suite du refus du gouvernement américain de permettre aux passagers de débarquer, le 6 juin 1939, le *Saint-Louis* rebroussa chemin vers l'Europe. Des organisations juives, dont le JDC, obtinrent de permettre aux réfugiés d'être accueillis en France, Belgique, Pays-Bas et Grande-Bretagne. Hélas pour la grande majorité d'entre eux, ils furent victimes des persécutions nazies après 1940.

Le *Saint-Louis* arriva dans le port d'Anvers le 17 juin après plus d'un mois en mer. Avant de débarquer, les passagers durent remplir des questionnaires, ceux-ci déterminant leur destination ultérieure. La Belgique décida d'accueillir 215 réfugiés qui débarquèrent les premiers et prirent un train spécial à destination de Bruxelles où ils passèrent la nuit. Ceux qui n'avaient aucun parent dans la capitale furent emmenés dans un centre de réfugiés de la province de Liège.

Si le « calvaire des réfugiés juifs »<sup>7</sup> du *Saint-Louis* suscita l'intérêt au moment où le Gouvernement cubain refusa de les laisser débarquer, son retour en Europe et l'entrée de ces migrants en Belgique suscita la méfiance. Une bonne partie de l'opinion publique et la presse s'inquiète alors des conséquences sur l'emploi et l'économie comme en témoigne cet article paru dans la *Libre Belgique* le 20 juin 1939 : « Il est en effet urgent de prendre des mesures énergiques contre cet afflux d'Hébreux. Nos finances sont mal en point pour que le contribuable belge soit invité à entretenir des sujets allemands que M. Hitler contraint à l'exil au nom de sa politique raciale (...) Et nous savons que les grands pays étrangers accueillent que fort parcimonieusement ces encombrants exilés. Est-il encourageant de voir que sur le

---

<sup>7</sup> Cité par Beatriz Secades Rodriguez, *Le périple du Saint-Louis et de l'Exodus 1947. Analyse et comparaison de la position de trois quotidiens francophones face à ces événements*. Mémoire de licence en Information et Communication, Université libre de Bruxelles, 1998-1999, p. 35.



millier de Juifs errants du *Saint-Louis*, pas un n'a trouvé asile dans les pays précités et que la plupart d'entre eux durent en fin de compte échouer chez nous ? »<sup>8</sup>

## Conclusion



L'*Aquarius* dans le port de Catane en mars 2017

Entre hier et aujourd'hui, les analogies sont frappantes. En réponse à l'augmentation constante des candidats à l'exil, certains États pratiquent aujourd'hui une politique protectionniste en cadenassant leurs frontières, prétextant une situation économique jugée en déclin et la menace terroriste. Jadis, les mêmes arguments économiques étaient évoqués et, si le terrorisme n'était pas à l'ordre du jour, du moins la peur des infiltrations en provenance des pays dictatoriaux européens était redoutée. Mais le trait d'union entre ces deux époques est évidemment la prolifération des discours xénophobes et racistes, terreaux fertiles pour les velléités populistes. Mais également des démocraties qui n'hésitent pas à pactiser avec les dictatures, hier pour tenter de sauver la paix, aujourd'hui pour tenter d'endiguer les flux de réfugiés<sup>9</sup>, à l'instar de ces émissaires soudanais qui procédaient en octobre dernier, dans un parc bruxellois, à l'identification de leurs nationaux en vue de leur retour forcé...

---

<sup>8</sup> Idem, p. 43.

<sup>9</sup> Voir le communiqué de presse de *Migreurop* du 10 octobre 2017 « L'Europe collabore avec un dictateur pour mieux expulser vers le Soudan » sur le site du CNCD (<https://www.cncd.be/L-Europe-collabore-avec-un>)



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

*Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.*

*À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.*

*Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.*